

*L'Adresse*

Je voudrais attirer l'attention de la Chambre sur une question qui préoccupe beaucoup les habitants de Colombie-Britannique qui résident dans la magnifique vallée du Fraser.

La plupart des Canadiens peuvent se réjouir de la récente conclusion de l'accord du GATT. Le Parti réformiste est d'avis que la prospérité future du Canada dépend en grande partie de la sécurité de nos marchés d'exportation. Nous félicitons le gouvernement libéral de ce qu'il a fait jusqu'ici pour assurer cet accès. Les consommateurs et les producteurs de céréales de l'Ouest seront les grands bénéficiaires. L'abaissement des barrières à l'importation permettra à nos produits de qualité de pénétrer davantage les marchés internationaux.

Cependant, tout arrangement fait des gagnants et des perdants. Je veux exprimer l'inquiétude de mes électeurs dans les secteurs avicole et laitier, en particulier. Ils ont été les perdants à la table des négociations du GATT. Cet accord les a laissés pour compte et incertains de leur avenir. Un grand nombre de ces rudes travailleurs ont investi beaucoup d'argent dans des terres, des bâtiments, du matériel et du bétail. La plupart ont acheté à fort prix le droit de production agricole. Or, la valeur de leurs quotas risque désormais de diminuer considérablement. Cela dépendra de la réaction des Américains aux tarifs proposés par les Canadiens.

Qu'arrivera-t-il si les États-Unis invoquent l'ALENA pour contester nos tarifs et qu'ils obtiennent gain de cause? C'est ce qu'ils tenteront de faire. La semaine dernière, à la Chambre, le ministre de l'Agriculture nous a promis que tout irait bien. Pourtant, ces promesses sonnent creux par rapport aux émouvantes promesses électorales que nous a faites le nouveau gouvernement lorsqu'il s'est engagé à faire des pieds et des mains pour défendre ses agriculteurs dans les négociations du GATT. Un poète a dit un jour qu'une promesse était une dette impayée. Beaucoup d'agriculteurs s'attendent à ce que le gouvernement remplisse la promesse qu'il leur a faite pendant la campagne électorale de leur garantir un avenir sûr. Bon nombre d'entre eux craignent que le manque de vision d'hier et des vœux pieux aujourd'hui ne conduisent leur système à la catastrophe demain.

Au Canada, il ne s'agit là pas seulement d'un système, mais d'une industrie de huit milliards de dollars par année. Cette industrie est un mode de vie pour 100 000 familles que le marché mondial risque de dépouiller complètement. Elles ont l'impression que le gouvernement les a entièrement dépossédées en consacrant trop de temps à promouvoir son programme d'infrastructure tant vanté, mais pas assez à s'occuper des entreprises essentielles qui produisent de la richesse dans notre pays.

Le gouvernement libéral a-t-il un plan pour l'agriculture? Encore la semaine dernière, nous ne savions toujours pas qui, dans le caucus du Parti libéral, serait membre du comité de l'agriculture. Il est inquiétant de penser que non seulement le ministre n'a pas répondu à une simple demande de renseignements qui lui a été présentée il y a un mois, mais qu'il n'en a pas accusé réception. Pire encore, des fonctionnaires du ministère de l'Agriculture auraient admis qu'il n'existe aucun plan d'urgence en cas de réduction des tarifs canadiens à la suite d'une décision rendue en vertu de l'ALENA.

Le Parti réformiste a un plan détaillé depuis maintenant plus de trois ans. Permettez-moi de faire part à la Chambre de

seulement quelques-uns des principes de notre programme agricole qui devraient guider le gouvernement dans les mois à venir.

Le premier est simple: il faut que les choses se fassent de façon ordonnée. Malgré tous ses défauts, le système de gestion de l'offre garantissait une production stable et ordonnée. Le gouvernement doit maintenant veiller à ce que la transition entre le régime de gestion de l'offre et un marché libre se fasse d'une manière ordonnée. En raison des longs cycles de rendement agricole et du remplacement du bétail, il est indispensable pour l'agriculteur que le gouvernement fasse preuve de prévisibilité.

Le discours du Trône réitérait le deuxième principe important: «Les entreprises canadiennes auront un meilleur accès aux marchés mondiaux et le gouvernement entend les aider à multiplier les exportations.» L'accès aux marchés étant la clé de notre prospérité, nous souhaitons que les négociations du GATT se terminent avec succès. Ce dont nous n'avons pas besoin, c'est d'un autre palier de tracasseries administratives qui fasse obstacle à cet objectif. Que les entreprises dynamiques trouvent de nouveaux débouchés et mettent au point de nouveaux produits à valeur ajoutée.

Le troisième et dernier principe est le plus important. Bien que, il y a quelques mois, le gouvernement libéral ait vaguement exprimé l'intention de réduire les coûts des intrants agricoles, la Chambre remarquera que Preston Manning avait prononcé un discours-programme sur ce sujet il y a plus de trois ans. Le coût des intrants, particulièrement celui qui résulte d'une imposition excessive, est un domaine sur lequel le Canada peut influencer.

• (1740)

Nous pouvons espérer qu'un jour le gouvernement aidera l'industrie en éliminant les barrières au commerce interprovincial—les accords récents sont un pas dans la bonne direction—et en éliminant les règlements périmés qui gênent nos producteurs et leur imposent des contraintes qui n'existent pas chez nos voisins du sud, et que le jour viendra où la situation sera la même des deux côtés de la frontière et où l'industrie canadienne pourra enfin marquer des points.

Nos agriculteurs sont parmi les plus efficaces au monde, mais mêmes les meilleurs d'entre eux ne peuvent surmonter le handicap de niveaux d'imposition et de coûts de production bien plus élevés qu'aux États-Unis. Une situation égale ne sera jamais possible tant que le Canada n'aura pas réduit ses dépenses suffisamment pour pouvoir diminuer l'imposition de tous les Canadiens et donc des agriculteurs. Nos producteurs peuvent faire le travail, mais le gouvernement doit leur procurer l'outil qui les rendra compétitifs.

Le Parti réformiste en parle depuis des années, et les offices de commercialisation, les agriculteurs et les petites entreprises de ma circonscription sont d'accord là-dessus. Ils ont maintes et maintes fois demandé aux gouvernements de tous les niveaux de réduire les impôts et de diminuer les tracasseries administratives qui gênent la croissance—c'est-à-dire de ne pas prendre dans leur poche et de les laisser tranquilles—pour qu'ils puissent faire ce qu'ils font le mieux, soit créer des emplois, exporter et apporter la richesse à ma circonscription, à la Colombie-Britannique et à tout le Canada.

Voilà des années que l'on parle de tout cela, mais rien n'a encore été fait. Les libéraux ont une majorité à la Chambre, mais il reste à voir s'ils feront quelque chose qui irait dans ce sens. Je